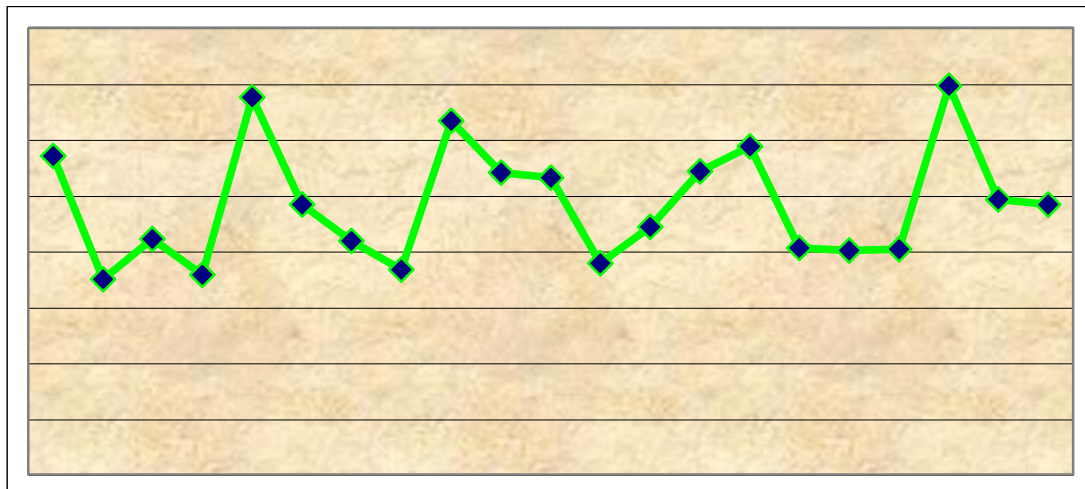


Republique du Tchad  
Ministère de l'Economie, du Plan  
et de la Coopération  
Secrétariat Général  
Institut National de la Statistique,  
des Etudes Economiques et Démographiques

# Note Trimestrielle de Conjoncture



TROISIEME TRIMESTRE 2005

décembre 2005

# ***TABLE DES MATIERES***

<b>Rubriques</b>	<b>Pages</b>
<b>SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS</b>	<b>2</b>
<b>SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE DU TCHAD AU TROISIEME TRIMESTRE 2005 ET LES PERSPECTIVES POUR LES SIX PROCHAINS MOIS</b>	<b>3</b>
<b>I – ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL</b>	<b>4</b>
I-1. Evolution et perspective de l'économie mondiale	4
I-2. Evolution du cours des matières premières et des devises	5
I-3. Evolution et perspectives économiques des pays de la CEMAC	5
<b>II - INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION</b>	<b>7</b>
<b>III - LA PRODUCTION ET LES MARCHES AGRICOLES</b>	<b>8</b>
<b>IV - LE SECTEUR INDUSTRIEL</b>	<b>8</b>
<b>V - LE SECTEUR PETROLIER</b>	<b>9</b>
<b>VI – LE COMMERCE ET LES SERVICES</b>	<b>9</b>
<b>VII. LES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>12</b>
VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	12
<b>VII.2. LA DETTE PUBLIQUE.</b>	<b>12</b>
VII.2.1. Situation de la dette publique extérieure	12
<b>VII.3. SITUATION MONETAIRE ET LA COMPETITIVITE</b>	<b>12</b>
VII.3.1. La situation monétaire	13
VII.3. 2. La compétitivité	13
Liste des participants	14

## **SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS**

<b>BDL :</b>	Brasseries Du Logone
<b>BEAC :</b>	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
<b>CEMAC :</b>	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CNPS :</b>	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
<b>CNRT :</b>	Caisse Nationale de Retraite du Tchad
<b>CST :</b>	Compagnie Sucrière du Tchad
<b>FMI :</b>	Fonds Monétaire International
<b>INSEED :</b>	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
<b>ND :</b>	Non Disponibles
<b>ONASA :</b>	Office National de la Sécurité Alimentaire
<b>PIB :</b>	Produit Intérieur Brut
<b>RGPHT :</b>	Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
<b>SFI :</b>	Statistiques Financières Internationales
<b>SIM :</b>	Système d'Information sur les Marchés
<b>UE :</b>	Union européenne
<b>STEE :</b>	Société Tchadienne d'Eau et d'Electricité
<b>\$ :</b>	Dollars US
<b>BRENT :</b>	pétrole de référence sur le marché international

## SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE ECONOMIQUE AU TROISIEME TRIMESTRE 2005 ET LES PERSPECTIVES POUR LES SIX PROCHAINS MOIS

### *Une situation économique relativement bonne*

La situation économique du pays est marquée au troisième trimestre 2005 par la poursuite d'une performance positive des activités productrices hors pétrole, une bonne santé des finances publiques et on note malgré tout une tension sur les prix.

En effet, l'indice général de la production industrielle est en hausse de 7% en variation trimestrielle. Cette hausse serait le fait d'un bond de 10% de l'indice du coton fibre et de 8% de celui des autres produits.

L'indice général des prix connaît une hausse de 5% en variation trimestrielle et de 16% en glissement annuel.

Sur la base de l'exécution budgétaire à fin septembre 2005, les recettes budgétaires ont atteint 197 847 millions contre 145 126 millions soit une performance de 36,33% par rapport à la même période un an plus tôt.

Du côté des dépenses, à fin septembre 2005, on enregistre 79 109 millions contre 56 559 millions un an plus tôt soit une hausse de 39,17%.

Compte tenu du tassement attendu des subventions budgétaires, l'Etat devrait faire recours au financement bancaire pour faire face au déficit.

Au niveau de la demande, le principal moteur serait la demande intérieure du fait de la poursuite des investissements du secteur privé et de la reprise de la consommation des ménages liées à la diminution des prix des produits alimentaires (céréales) occasionnée par les bonnes perspectives de la campagne agricole 2005/2006. En revanche la consommation publique pourrait

constituer un frein à cet ensemble compte tenu des difficultés des trésorerie. La demande extérieure ralentirait en liaison avec la chute de la production pétrolière occasionnée par la présence d'une quantité importante d'eau dans les trois champs.

Du côté de l'offre, la croissance du secteur primaire serait soutenue exceptionnellement par les branches de l'agriculture et de l'élevage, sous l'effet principalement de la progression des cultures vivrières et du maintien à un niveau élevé de la production du coton graine entraîné par la bonne pluviométrie et l'engagement des acteurs de la filière coton.

Dans le secteur secondaire, la production énergétique se stabiliserait grâce à la poursuite des mesures de redressement prises au précédent trimestre par les pouvoirs publics.

En liaison avec le développement de la téléphonie cellulaire et la consolidation du transport aérien, le commerce et les services seraient dynamiques.

*Assouplissement du choc pétrolier.*

**I.1. Evolution et perspective de l'économie mondiale**

Après un deuxième trimestre au ralenti. L'activité mondiale est restée très forte et le taux de change de l'euro s'est replié après ses pics de début d'année.

À la veille de 2006, le dynamisme de l'environnement international n'a pas été cassé par le choc pétrolier. La croissance de l'économie américaine reste forte, malgré les relèvements réguliers des taux d'intervention de la Réserve fédérale, qui, il est vrai, n'ont eu qu'un impact très modéré sur les taux longs. Dans ce contexte extérieur favorable, d'autant que les prix du pétrole et le taux de change de l'euro semblent se stabiliser, la croissance en zone euro progresserait de 0,4% par trimestre au premier semestre. Elle resterait limitée par la modestie de la demande intérieure dans certains pays, notamment l'Allemagne, en liaison avec de faibles hausses de salaire. Pourtant, le pouvoir d'achat serait favorisé par un reflux de l'inflation (2,0% en zone euro et 1,5% en France en juin 2006). Ainsi, la consommation française continuerait de progresser au premier semestre, autorisant une croissance du PIB sur un rythme annualisé un peu supérieur à 2 %. Avec une progression modérée des effectifs salariés privés (30 000 sur ce semestre), une moindre augmentation de la population active, et une poursuite des effets de la politique d'emplois aidés, le taux de chômage continuerait de reculer (9,2 % en juin).

Un aléa positif sur ces perspectives réside dans une demande plus soutenue des ménages en liaison avec l'amélioration du marché du travail. À l'inverse, dans un marché qui va rester

tendu, l'évolution du prix du pétrole serait toujours très sensible aux accidents pouvant affecter la production.

Dans les principaux pays industrialisés, les risques de l'envolée des cours de pétrole sur le rythme de l'inflation sous-jacente et sur les moteurs de la croissance ont été particulièrement circonscrits cette année parce que très étalé dans le temps qu'en 1970 et intervenant dans des contextes financiers différents ainsi que dans un univers davantage concurrentiel exerçant une forte pression sur les prix. Cette situation perdurera au premier semestre 2006. Aux Etats-unis, au Japon et au Royaume Unis, les ménages bénéficieraient d'une embellie de la situation sur le marché de travail. Ce dynamisme favorable inciterait les entreprises à se lancer pour des nouveaux investissements.

**Tableau 1 : Prix trimestriel du Baril de Brent.**

	4T04	1T05	2T05	3T05	4T05*
Baril de Brent en dollar	44,1	47,6	51,6	61,5	56,5
Taux de change euro/dollar	1,30	1,31	1,26	1,22	1,19
Baril de Brent « daté en euro »	34,0	36,3	41,0	50,4	47,5

Source : Financial times, Banque de France, INSEE

**Tableau 2 : Demande totale de pétrole y compris GaZ naturel liquide (en millions de barils/jour)**

	1T05	2T05	3T05	4T05*	1T06*
Amérique du Nord	25,5	23,5	25,5	25,8	25,8
Europe	16,3	16,0	16,3	16,6	16,3
Chine	6,6	6,4	6,6	7,0	6,9
Monde	83,9	81,9	82,5	85,1	85,2

Source : Agence internationale de l'énergie (rapport de nov)

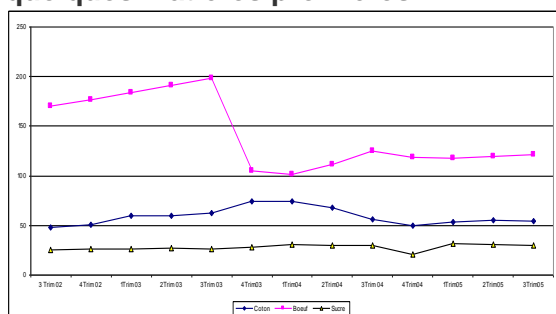
\* prévisions

## I. 2 Evolution du cours des matières Premières et des devises

### I. 2. 1 Cours des matières premières

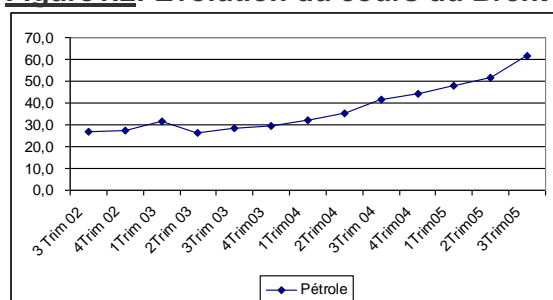
Durant le troisième trimestre 2005, les cours des matières premières ont baissé dans leur ensemble, à l'exception du pétrole qui connaît une hausse de 19% en variation trimestrielle et de 48% en glissement annuel. Cela en liaison avec la forte demande de l'économie mondiale principalement de la chine, de l'inde et des Etats-Unis. A cela on peut ajouter le passage très dévastateur des ouragans Katrina et Rita

**Figure1.1: Evolution du cours de quelques matières premières**



Source: statistiques financières internationales

**Figure1.2: Evolution du cours du Brent**

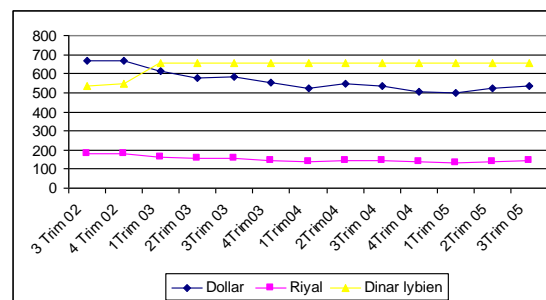


Source: statistiques financières internationales

### I. 2.2 Cours des devises

Les devises ont dans leur ensemble connu une hausse en variation trimestrielle. Cependant, en glissement annuel on note une stabilité.

**Figure2: Evolution des cours des devises**



Source: statistiques financières internationales

### I.3. Evolution et perspectives économiques des pays de la CEMAC

En 2004, la croissance du PIB réel de la CEMAC est estimée à 7,6%, le taux d'inflation reste estimé à 0,3% et l'excédent budgétaire base engagements hors don a été révisé s'élevant à 3,5% du PIB. Quant au déficit du compte courant, il atteindrait désormais 3,7% du PIB du fait de la révision à la baisse de l'excédent commercial en raison d'une évolution moins rapide des prix à l'exportation.

En 2005, selon les tendances observées au cours du premier semestre, la situation macroéconomique serait caractérisée par la poursuite d'une croissance économique soutenue, bien qu'en repli par rapport à 2004, du fait d'une progression moins rapide de la production pétrolière. La hausse du PIB réel se situerait à 5,1% contre 7,6% en 2004.

Le taux de croissance réel du secteur pétrolier atteindrait 9,1 % en 2005 contre 28,1 % en 2004, tandis que celui du secteur non pétrolier s'établirait à 4,3 % contre 4,2 % un an plus tôt.

En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier s'élèverait à 1,5 % en 2005 et celui du secteur non pétrolier à 3,6 %.

Les tensions inflationnistes progresseraient de 2,3 % en moyenne annuelle en 2005, contre 0,3 % un an plus tôt.

## II- INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION À N'DJAMENA

### Tensions sur les prix des céréales

Au cours du troisième trimestre 2005, l'indice général des prix connaît une hausse en variation trimestrielle (+5%), engendré essentiellement par les prix des produits locaux qui ont augmenté de 6%. Cette hausse est aussi constatée en glissement annuel (+16%).

Les prix des produits alimentaires connaissent un bond de 5% au cours de ce trimestre. Ce comportement provient d'une hausse des prix des céréales, l'épicerie et boissons respectivement de 13%, 7% et 2%.

Cette tendance haussière a été assouplie par les prix des *tubercules, légumes et fruits* (-7%) et des *oléagineux, lait et œufs* (-5%).

De même en glissement annuel, on enregistre un bond de 16% des prix des produits alimentaires. La hausse en glissement annuel des produits alimentaires tire principalement son origine de la hausse de 71% des céréales et de 8% des *boissons*.

Par contre sur la période, on notera une baisse de 9% du poste *Oléagineux, lait et œufs*.

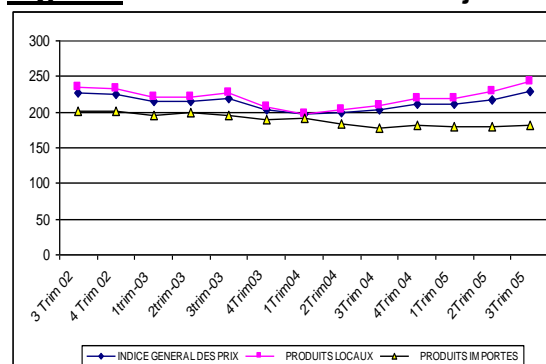
Par rapport au trimestre précédent, les prix des produits non alimentaires ont augmenté de 7%. Cette hausse est portée par une appréciation de 25 % des prix de *l'énergie et éclairage* alors que les prix des soins et hygiène ont baissé de 2%.

Comparativement au même trimestre un an plus tôt, on observe une forte hausse pour le poste *énergie et éclairage*.

Les services connaissent dans leur ensemble une hausse de 4% en variation trimestrielle et de 9% en glissement annuel consécutive à une hausse de 18% des prix des transports en variation trimestrielle et 16% des loyers en glissement annuel.

L'indice des produits particuliers continue sa tendance baissière entamée au premier trimestre 2005. Cette tendance de l'indice des produits particuliers tire essentiellement son origine d'une baisse des indices spécifiques comme huiles (-7%) et des prix savon, viande et lait de (-4%). Cependant, on note une hausse de 11% du riz en variation trimestrielle. En glissement annuel la même tendance est observée.

**Figure3 : Evolutions des IPC à N'djamena**



Source : INSEED

## III. LA PRODUCTION ET LE MARCHE AGRICOLE

### III-1. Le marché agricole

#### Hausse des prix sur les différents marchés

A la fin du mois d'Août, le prix du du céréale reste élevé. La hausse varie de 8 à 22% par rapport au mois dernier et de 11 à 100% par rapport à la même période de l'année dernière. Malgré la vente par l'ONASA à prix modéré dans certaines régions, les prix restent élevés par rapport à la moyenne et ne sont pas à la portée des paysans pauvres.

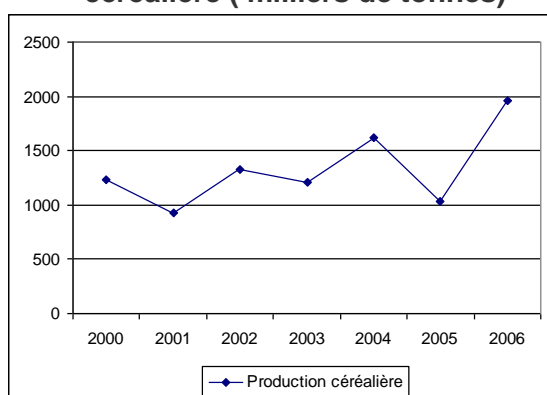


### III.2. La production agricole (2005/2006)

#### Production en hausse

Les prévisions de la Division des Statistiques Agricoles tablent sur une production céréalière de l'ordre de 1 963 000 tonnes, soit une hausse de 62,1% par rapport aux résultats définitifs de la campagne 2004/2005. Cette hausse serait le fait de la bonne répartition des pluies dans le temps et dans l'espace.

Figure4 : Evolution de la production céréalière (milliers de tonnes)



Source : données DSA

## V. LE SECTEUR INDUSTRIEL

### Hausse continue des activités productrices

L'indice de la production industrielle a atteint 132,5 points au troisième trimestre 2005 soit une hausse de 7%.

Comparé, à la même période un an plus tôt, l'indice connaît un bond spectaculaire de 30% sous l'effet conjugué du coton fibre (+67%) et des autres produits (+62%).

Suivant les différents secteurs, la situation n'est pas la même :

La STEE enregistre en ce troisième trimestre 2005 une baisse de 45% de sa production d'électricité en variation trimestrielle (passant de 51 924 000 kWh à 28 347 000 KWH). Par rapport à la même période de l'année

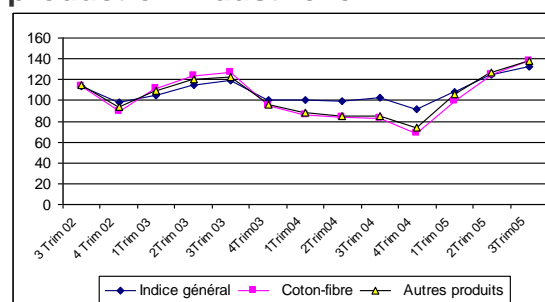
précédente, elle connaît une amélioration de 14%. La production de l'eau enregistre en ce troisième trimestre 2005 une baisse de 44% en variation trimestrielle. Elle passe de 5 339 000 m<sup>3</sup> à 2 988 000 m<sup>3</sup>. Cette tendance baissière est observée aussi en glissement annuel (-20%).

Cette amélioration serait le fait de l'augmentation de la capacité de la production de la STEE avec l'installation de trois groupes MBH acquis sur fonds libanais et la mise sur place du crédit d'urgence de la banque Mondiale pour pallier au problème d'approvisionnement en gasoil, lubrifiants et en pièces de rechange. Il est prévu la construction d'une centrale de 25 mégawatts à Farcha, pour étendre le réseau électrique aux quartiers périphériques de N'djaména.

Dans les autres industries du secteur agroalimentaire l'activité s'est dopée pour les BDL (+21%). En revanche, pour la BGT, on note une baisse de son activité en variation trimestrielle (-4%). En glissement annuel, la situation est la même pour ces sociétés : les BDL et la BGT enregistrent respectivement une hausse de 44% et 55%.

Quant à la MCT, on enregistre ce trimestre une baisse de 38% de son activité productrice en variation trimestrielle.

Figure 5 : Evolution des indices de production industrielle



Source : INSEED

## V. LE SECTEUR PETROLIER

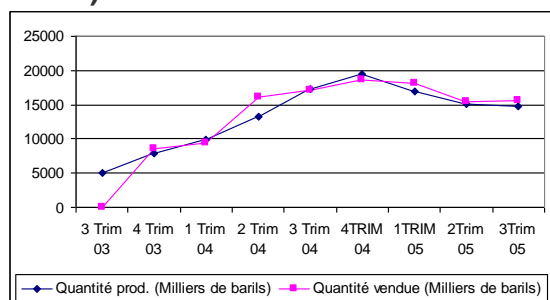
### Chute modérée du secteur

La production du pétrole a connu une baisse de 2% au troisième trimestre 2005, se situant à 14 813 000 barils contre 15 165 000 barils au deuxième trimestre. En glissement annuel, on observe une baisse de 14% passant de 17 324 000 barils au troisième trimestre 2004 à 14 813 000 barils au troisième trimestre 2005.

Aussi, il est à noter que la quantité expédiée a connu un léger bond de 1% tout comme la quantité vendue. Par rapport à la même période un an plus tôt, on observe une baisse de 10% pour la quantité expédiée comme pour la quantité vendue.

Du point de vue redevances versées, on note une hausse spectaculaire de 741% par rapport au deuxième trimestre 2005 en liaison avec l'envolée du cours du Brent sur le marché international en dépit de l'augmentation de la décôte.

**Figure 6 : Evolution de la production et vente du pétrole (milliers de barils)**



Source : données du Ministère du pétrole

## VI - LE COMMERCE ET LES SERVICES

### Evolution contrastée

Durant le troisième trimestre 2005, le secteur commerce connaît dans son ensemble une activité contrastée se traduisant par une baisse du chiffre d'affaires pour certaines sociétés mais aussi par une hausse de l'emploi et de la masse salariale pour d'autres.

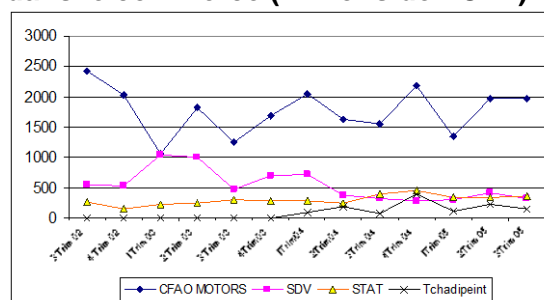
### VI.1. Le commerce

#### VI.1.1 Le chiffre d'affaires

Le secteur commercial connaît dans son ensemble une situation relativement bonne durant ce troisième trimestre 2005. Cette situation se traduit par une stabilité du chiffre d'affaires du concessionnaire CFAO MOTORS, une hausse respective de 6% et 4% pour STAT et TOUMAI AIR TCHAD. Par contre une baisse respective de 25% et 35% est observée au niveau de la SDV et Tchadipeint.

En glissement annuel, CFAO Motors enregistre une hausse de 27% ainsi que Tchadipeint de 74%.

**Figure 7: Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce (millions de FCFA)**



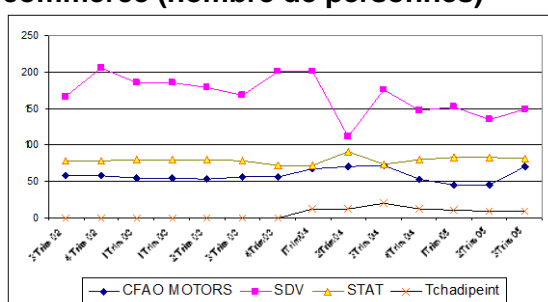
Source : données des entreprises concernées

## VI.1.2. L'emploi dans le commerce

Durant ce troisième trimestre 2005 l'emploi connaît une situation meilleure dans le commerce sauf pour la SCCL où on note une baisse drastique de 71%. Cette baisse serait liée à l'activité de type saisonnier de la société.

Cependant en glissement annuel, la tendance est baissière pour la plupart des sociétés.

**Figure 8: Evolution de l'emploi dans le commerce (nombre de personnes)**

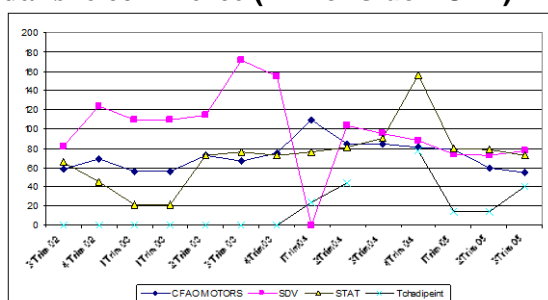


Source: données des entreprises concernées

## VI.1.3. La masse salariale dans le commerce

Contrairement au niveau de chiffre d'affaires et de l'emploi, la tendance de la masse salariale est à la baisse tant en variation trimestrielle qu'en glissement annuel pour la plupart des sociétés sauf pour Tchadipeint où on relève une forte hausse de 193% en variation trimestrielle.

**Figure 9: Evolution de la masse salariale dans le commerce (millions de FCFA)**



Source: données des entreprises concernées

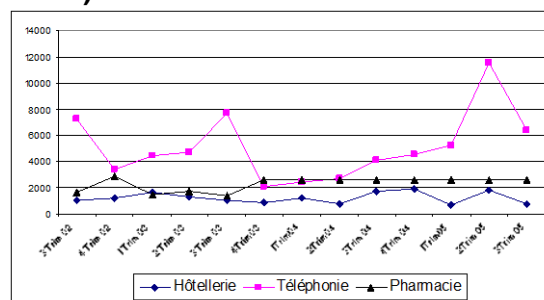
## VI.2. Les services

Au troisième trimestre 2005, le secteur des services connaît une croissance négative dans son ensemble par rapport au trimestre précédent.

### VI.2.1. Le chiffre d'affaires dans les services

A l'exception de la Pharmacie dont le chiffre d'affaires est resté stable sur la période, les autres secteurs évoluent négativement pendant ce troisième trimestre de l'année 2005. On note à cet effet une baisse respective du taux de croissance de 57% et 45% pour l'hôtellerie et la téléphonie. En glissement annuel, les trois secteurs ne connaissent pas la même tendance. C'est ainsi qu'on observe une baisse de 54% pour l'hôtellerie, une hausse de 53% pour la téléphonie et une stabilité pour la pharmacie.

**Figure 10 : Evolution du chiffre d'affaires dans les services (millions de FCFA)**

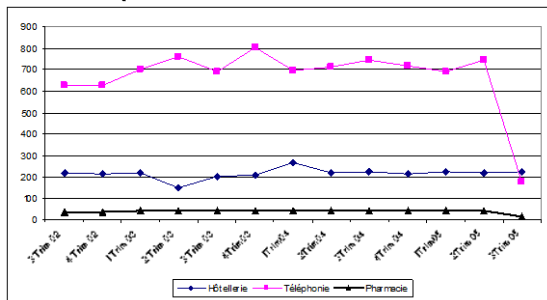


Source: données des entreprises concernées

### VI.2.2. L'emploi dans les services

Au troisième trimestre 2005, l'emploi connaît une baisse dans son ensemble tant en variation trimestrielle qu'en glissement annuel sauf pour l'hôtellerie. Par rapport au trimestre précédent on note une légère hausse de 2%.

**Figure 11** : Situation de l'emploi dans les services (nombre de personnes)

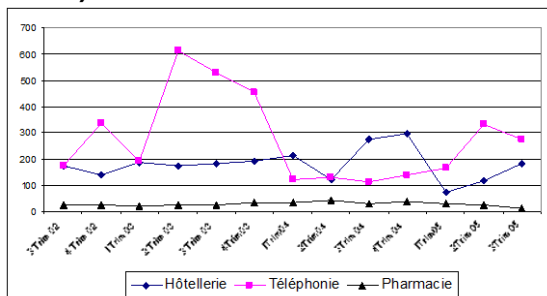


source: données des entreprises concernées

### VI.2.3. La masse salariale dans les services

Durant le troisième trimestre 2005, la masse salariale est en baisse considérable pour les secteurs *téléphonie* et *pharmacie*, respectivement -16% et -40%. En glissement annuel, on observe une forte hausse pour la téléphonie (+143%).

**Figure 12** : Situation de la masse salariale dans les services (millions de FCFA)



Source: données des entreprises concernées

### VI.3 Importation et mise à la consommation d'hydrocarbures

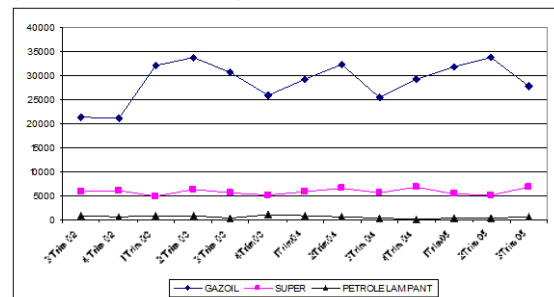
Les importations des hydrocarbures connaissent une hausse importante en ce trimestre sauf pour le gasoil qui enregistre une baisse aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel.

Cette baisse de l'importation du gasoil trouverait ses explications dans les difficultés d'approvisionnement à partir du Nigeria, dues à la période de maintenance des raffineries ainsi qu'aux problèmes d'acheminement à

partir du Cameroun. A cela s'est ajoutée la hausse du cours du naïra, la monnaie nigériane, par rapport au franc CFA.

Du point de vue de mise à la consommation des hydrocarbures, la tendance reste la même que celle observée au niveau des importations des hydrocarbures.

**Figure13**: Evolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (milliers de litres)



source : données de la fiscalité pétrolière

## VII- LES FINANCES PUBLIQUES

### Des finances publiques plutôt bonnes

#### VII.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

A fin septembre 2005, les recettes budgétaires ont atteint 197 847 millions contre 145 126 millions soit une performance de 36,33% par rapport à la même période un an plus tôt.

Cela représente un taux d'exécution de 57,48% par rapport à l'objectif de 344 211 millions pour l'année 2005.

Du côté des dépenses, à fin septembre 2005, on enregistre 79 109 millions contre 56 559 millions un an plus tôt soit une hausse de 39,17%. En terme d'exécution budgétaire cela représente 13,45% pour un objectif de 588 167 millions.

**Tableau 2: suivi de l'exécution budgétaire**

	PREVU	REALISE	REALISE	variation	Exec.05
	2005	sept-04	sept-05	juin-05/juin-04	
<b>RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>344211</b>	145126	197847	<b>36,33%</b>	<b>57,48%</b>
Recettes fiscales	137904	87058	93283	7,15%	67,64%
Recettes non fiscales	194307	51807	98877	<b>90,86%</b>	<b>50,89%</b>
Recettes en capital	12000	6261	5687	-9,17%	47,39%
Aides, Dons, Subventions	19614	5703	19176	<b>236,24%</b>	<b>97,77%</b>
Emprunts	83113		0		<b>0,00%</b>
Ressources exceptionnelles			0		
Recettes à imputer et à régulariser		14175	15676	<b>10,59%</b>	
Variation de créances		-13620	-14128	<b>3,73%</b>	
<b>DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>588167</b>	56843	79109	<b>39,17%</b>	<b>13,45%</b>
Service de la dette	45544	0	674		<b>1,48%</b>
Dotations des pouvoirs publics	135447	56559	69797	<b>23,41%</b>	<b>51,53%</b>
Interventions de l'Etat	80082	284	5502	<b>1837,32%</b>	<b>6,87%</b>
Amortissement de dette pub.	15713	0	369		<b>2,35%</b>
Equipement- Investissement	311381	0	2767		<b>0,89%</b>
Investissement sur resexcept		0			
Dépenses à imputer		9633	32527	<b>237,66%</b>	
Variation des dettes		62578	99156	<b>58,45%</b>	
<b>RECETTES BASE ENCAISSEMENT</b>	<b>344211</b>	145681	199395	<b>36,87%</b>	<b>57,93%</b>
<b>DEPENSES BASE DECAISSEMENT</b>	<b>588167</b>	129054	210972	<b>63,48%</b>	<b>35,87%</b>
<b>DEFICIT HORS SUBV ET EMPRUNT</b>	<b>-243956</b>	16627	-11397	<b>-168,55%</b>	

Source: Trésor Public

#### VII.2 LA DETTE PUBLIQUE

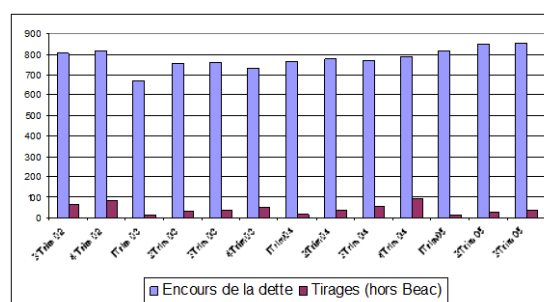
##### VII.2.1 Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette extérieure a atteint 856,4 milliards de FCFA au troisième trimestre 2005 alors qu'il était de 848,6 milliards à la fin du deuxième trimestre 2005, traduisant une légère augmentation de 1% en variation trimestrielle. Cependant en glissement annuel, on note un bond de 11%.

Les tirages connaissent aussi une forte hausse en variation trimestrielle (+45%), ils se chiffrent à 39,3 milliards de FCFA alors qu'ils étaient de 27,2 milliards au trimestre précédent.

Les remboursements effectués à la fin de ce trimestre sont évalués à 21,4 milliards de FCFA, dont 17,3 milliards sur crédit multilatéraux, 4,1 milliards sur crédit bilatéraux.

**Figure 14 : Evolution de la dette extérieure (milliards de FCFA)**



Source : Direction de la Dette

## VII.3 La situation monétaire et la Compétitivité

### VII.3.1. La situation monétaire

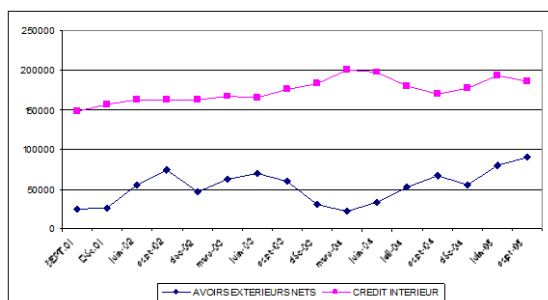
#### *Situation monétaire plutôt meilleure*

A fin septembre 2005, les avoirs extérieurs nets ont connu une hausse de 36% passant de 66,9 milliards en septembre 2004 à 90,694 milliards. Cette évolution est redevable essentiellement à la hausse des recettes pétrolières observées depuis le début de l'année.

En ce qui concerne le crédit intérieur, il a été constaté une hausse de 10% sur la période, se situant à 186,281 milliards à fin septembre 2005 contre 169,846 milliards un an plus tôt en liaison avec l'augmentation de 10,1% et de 9,4% des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie

Aussi la masse monétaire s'est également accrue de 21% se situant à 232,3 milliards contre 191,9 milliards à fin septembre 2004.

**figure15 : Evolution de la situation monétaire.**



Source : données BEAC

### VII.3.2 La compétitivité.

Après une stabilité constatée au premier trimestre 2005, l'indice des prix à la consommation relatif est en baisse pendant la période sous revue. Cependant, en glissement annuel, on note une hausse de 1,7%. En outre, le taux de change effectif nominal connaît

une stabilité en ce troisième trimestre 2005. Par contre, le taux de change effectif réel, tout comme l'indice des prix à la consommation relatif, connaît une baisse de 2% en variation trimestrielle mais une hausse de 1,8% en glissement annuel.

**Tableau 3: évolution des indicateurs de compétitivité**

	3Trim 04	4Trim 04	1Trim 05	2Trim 05	3Trim 05	3T05/2T05	3T05/3T04
Indices base 4/1/1994=100							
Prix à la conso. relatif	188,8	191,7	195,7	195,6	192,0	-1,8%	1,7%
Taux de change effectif nominal	101,1	100,3	100,1	100,7	101,0	0,3%	-0,1%
Taux de change effectif réel	191,2	195,8	200,2	198,9	194,7	-2,1%	1,8%

Source : INSEED

## **Ont participé à la confection du bulletin de conjoncture**

### **Coordonnateurs des travaux :**

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
- **YOUSSOUF AWARE NEISSA**, chef du Département des Synthèses et Statistiques Economiques

### **Rédaction :**

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Division de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques
- **FANGAMLA MARANDI**, Chargé de la Conjoncture

### **Comité de lecture :**

- **MAMADOU ISSA BABA**, Chef de Division de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques
- **THEMOI DEMSOU**, Chef de Division des Comptes Nationaux et Etudes Economiques
- **LAOUKOURA KAGUEROU**, Chef de Division des Statistiques du Monde Rural
  
- **TABO SYMPHORIEN N'DANG**, Cadre à la Comptabilité Nationale

### **Collecte et Traitement des données**

- **FANGAMLA MARANDI**, statisticien à l'INSEED

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,  
des Etudes Economiques et Démographiques,  
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.  
Tél. (235) 52 31 64 Fax : (235) 52 66 13  
Email : [inseed@intnet.td](mailto:inseed@intnet.td)  
Site Internet : [www.inseed-tchad.org](http://www.inseed-tchad.org)**